

**Conseil Départemental du 24/05/2018**  
**Question d'actualité de Jean PICART et Marie-Astrid STRAUSS**

Depuis une dizaine d'années, le Trésor Public souffre par suite de suppressions de postes à répétition et de services utiles aux citoyens.

Le Trésor Public fait partie de nos préoccupations. Déjà en 2015, puis le 15 décembre 2016 des questions d'actualité ont été examinées.

Est-il nécessaire de rappeler que 631 trésoreries ont été supprimées dans notre pays depuis 2009. En Meuse, nous avons encore 24 trésoreries en 2008. Il n'en restait plus que 14 en 2017.

Dernier exemple en date : cette année, et pour la première fois depuis toujours, le Trésor Public a supprimé le point de rencontre annuel qui se tenait à Etain afin d'aider de très nombreux citoyens à établir leur déclaration d'impôts sur le revenu.

Et voilà qu'on nous annonce un nouveau plan de réductions de postes et de services dans le département de la Meuse.

Chaque fois nous nous sommes positionnés unanimement en faveur du maintien des services du Trésor si utiles aux habitants, d'où un mécontentement justifié sans oublier une aggravation des conditions de travail des agents du Trésor dont les effectifs diminuent d'année en année.

Chaque fois, donc, nous nous sommes positionnés pour défendre notre ruralité, mais chaque fois le rouleau compresseur de l'austérité a eu le dernier mot.

Nous souhaitons à nouveau une position claire et énergique de notre assemblée pour essayer d'enrayer cette machine infernale qui frappe également d'autres services publics régaliens comme la poste, l'ONF ou pôle emploi.

Nous ne pouvons absolument pas accepter la nouvelle suppression de 120 000 emplois publics durant le quinquennat.

Jean PICART

Marie-Astrid STRAUSS